



| OCT 2025 - 2

RAPPORT MEDIA MONITORING

I. UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE, PEU COUVERTE PAR LES MÉDIAS PUBLICS

Les premières heures de cette période qui débute le 11 octobre ont été marquées par :

- une entrée en scène d'éléments de l'armée (CAPSAT) qui ont rejoint les protestataires en refusant de tirer sur eux ;
- une pression accrue contre Andry Rajoelina, qui semblait ne plus disposer d'aucune solution ;
- des violences et des pertes humaines confirmées par des organisations internationales.

1- Appels aux médias publics

Dans ce contexte hautement politique, l'accès à l'espace médiatique, et en particulier à la **TVM** et la **RNM**, devient un enjeu central pour les manifestants comme pour les représentants politiques.

Les manifestants, et particulièrement la jeunesse regroupée dans le mouvement Gen Z, ont ainsi explicitement appelé les agents de l'ORTM à se joindre à la mobilisation le 13 octobre (**Kolo TV, IBC, MBS, Real TV, TVM, RNM**) ; une action qui vise clairement à mettre la pression sur les médias publics pour qu'ils relaient le mouvement ou lui offrent une tribune.

Dans la même soirée, des députés se sont rendus à l'ORTM pour demander l'ouverture de l'antenne et obtenir un espace de parole pour représenter ces mobilisations devant l'ensemble des populations. (**Kolo TV, IBC, MBS, AZ Radio, TVM, RNM**)

Ces appels sont significatifs dans un paysage où :

- **TVM** et **RNM** sont les médias avec un monopole légal de diffusion sur une grande partie du territoire, mais sans assurance absolue d'indépendance éditoriale en période de crise ;
- la crise politique exacerbée met la question de la liberté d'expression et de l'accès à l'antenne publique au centre des débats.

2- Médias d'Etat vs médias publics

Le fait que des manifestants cherchent à rallier des journalistes de ces médias publics ou à y ouvrir l'antenne suggère que les médias publics sont perçus comme des leviers d'influence politique ; et qu'il existe une dynamique d'appropriation de l'espace médiatique par des acteurs de la société civile et politique en période de crise. La présence de députés réclamant l'accès à l'antenne publique signifie par ailleurs que certains élus souhaitent dépasser le cadre strictement protestataire pour utiliser les médias publics comme plateforme d'expression institutionnelle, ce qui est révélateur des efforts pour redéfinir les règles du jeu démocratique au-delà de la rue.

Ces dynamiques révèlent une tension entre la mission de service public des "médias audiovisuels d'État" et les pressions sociales en période de crise. Elles témoignent ainsi d'une dimension symbolique forte : **l'enjeu de l'accès à l'espace médiatique public pour donner voix aux revendications populaires et politiques.**

II. LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ (FDS), ACTEURS PRINCIPAUX DES NOUVELLES DYNAMIQUES

A partir du 11 octobre, plusieurs mouvements de haute importance ont été opérés dans le commandement des forces de défense et de sécurité malgaches :

- le général Demosthene Pikulas est nommé chef d'État-major des Armées par les militaires du CAPSAT le 12 octobre ;
- le général Mbina Nonos Mamelison annonce la prise en main du commandement de la Gendarmerie nationale, au nom du FIGN (Forces d'Intervention de la Gendarmerie Nationale) le 11 octobre, avant de procéder à la passation le 13 octobre ;
- le commissaire Jean Victor Tsaramonina Ravony est nommé Directeur général de la Police nationale (DGPN), succédant au et la passation de service a eu lieu le 14 octobre.

1- Réorganisation des FDS

Ces nominations marquent une réorganisation rapide et ciblée des principaux commandements militaires et policiers. Elles interviennent dans un contexte où les institutions de sécurité jouent un rôle déterminant dans la stabilité politique et sociale du pays.

La diffusion des nominations, en présence d'autorités et à travers des canaux officiels, contribue à affirmer la légitimité des nouvelles directions et envoyer un signal clair aux autres institutions et acteurs politiques sur le contrôle de la sécurité ; une stratégie pour renforcer la perception d'un commandement coordonné et efficace.

Les médias analysés mettent en avant les dates et noms, mais projettent rarement la dynamique probable autour de ces changements. (**MBS, Kolo TV, IBC, Real TV, RDB, Midi Madagasikara, Gaazetiko**). Ces aspects peu explorés incluent la perception par la population de ces nominations et de leur effet sur la confiance envers l'État ; mais surtout leurs rôles potentiels dans la prévention de crises ou d'instabilités futures.

Peu d'entre eux questionnent l'impact sur la hiérarchie de commandement ou la capacité des forces à influencer désormais la gouvernance. (**Radio Antsiva, AZ Radio, L'Express de Madagascar**)

2- Influence “politique” des FDS

Cette influence se confirme pourtant lorsque le colonel Michael Randrianirina annonce depuis le palais présidentiel d'Ambohitsorohitra la mise en place d'une direction collégiale regroupant armée, gendarmerie et police, chargée de la conduite des affaires de l'État. La suspension des activités de toutes les institutions, et l'annonce de la fin de la Quatrième République signalent un changement radical dans l'architecture institutionnelle, plaçant les FDS au cœur de la refondation étatique. Ces mesures traduisent une volonté de centralisation du pouvoir exécutif autour des forces de sécurité, lesquelles deviennent les acteurs principaux de la transition politique.



Fig.01 : mention des FDS par les médias avant et après le 11 octobre

Avant le 11 octobre, les médias se focalisent sur les violences contre les manifestants, mettant en lumière le rôle coercitif ou répressif de certaines unités de sécurité. Le faible volume de couverture (38 %) traduit une réserve éditoriale des médias publics ou un cadre limité par la prudence politique : les journalistes rapportent surtout les incidents violents et évitent d'aborder la dimension politique ou stratégique des FDS (sauf **L'Express de Madagascar** et **Radio Antsiva**).

Après le 11 octobre, le bond à 86 % de couverture montre que les FDS deviennent le sujet principal des médias, en raison de leur implication directe dans la succession présidentielle, la mise en place de la direction collégiale et la refondation institutionnelle. Les médias couvrent désormais les FDS non seulement pour leurs opérations de terrain, mais aussi pour leur rôle politique. Cette évolution reflète un changement de statut des FDS dans l'espace politique, passant d'acteurs secondaires à pivots centraux de la gouvernance et de la légitimation institutionnelle.

Cette répartition met en évidence une évolution significative du traitement médiatique : avant le 11 octobre, la couverture est limitée et centrée sur les aspects sécuritaires et conflictuels, tandis qu'après cette date, les FDS deviennent un sujet dominant, associé à la gestion politique de la crise et à la transition institutionnelle.

III. LES POLITIQUES EN EMBUSCADE

A l'instar des FDS, des jeunes rassemblés par le mouvement Gen Z et les nombreux corps constitués qui ont désormais rejoint la rue, les politiques se sont relativement mobilisés pour :

- réclamer le départ du président Andry Rajoelina et de toute son équipe, à tous les niveaux ;
- soutenir les efforts de toutes les parties prenantes pour aboutir à la “réussite du *tolona*” ;
- mettre en place les structures utiles pour le “sauvetage” de Madagascar.

1. Une séquence parlementaire

La démarche des députés, engagée dès le 13 octobre, avait prévu la tenue d'une session extraordinaire dès le lendemain, pour laquelle la collecte de signatures a d'ores et déjà été entamée. À l'ordre du jour figurait la procédure d'empêchement du Président de la République. Selon le député Siteny Randrianasoloniaiko, cette initiative visait une remise en cause profonde de l'architecture institutionnelle du pays.

La situation au niveau du Sénat constitue un élément déterminant dans la recomposition rapide de l'architecture institutionnelle. La vacance du poste de Président du Sénat, intervenue simultanément à celle du Président de la République, a contribué à créer un vide institutionnel au sommet de l'État, réduisant les possibilités de continuité constitutionnelle classique.

Cette situation a eu plusieurs effets structurants :

- elle a affaibli la capacité du système institutionnel à organiser une transition strictement constitutionnelle ;
- elle a renforcé le rôle central de l'Assemblée nationale comme dernier pôle institutionnel opérationnel ;
- elle a indirectement facilité l'entrée en scène des FDS comme acteurs de stabilisation.

Dans ce contexte, la prise de pouvoir intervenue le 14 octobre, suivie de la reconfiguration des structures exécutives et sécuritaires, apparaît non seulement comme une réponse à la crise politique, mais aussi comme une réponse à un vide institutionnel global, touchant à la fois l'exécutif et les mécanismes de succession parlementaire. La concomitance entre la dynamique parlementaire et l'intervention des forces militaires suggère l'existence d'un double processus de reconfiguration du pouvoir :

- un processus institutionnel, porté par l'Assemblée nationale, cherchant à inscrire la transition dans un cadre juridique et constitutionnel ;
- un processus sécuritaire et stratégique, porté par les forces de défense et de sécurité, visant à assurer la continuité de l'État et la maîtrise de la situation politique.

Cette articulation contribue à produire une forme de légitimation croisée, où l'initiative parlementaire atténue la perception d'une rupture brutale de l'ordre constitutionnel, tandis que la prise en main par les forces de sécurité garantit la continuité fonctionnelle de l'État ; une logique fortement défendue par la quasi-majorité des médias.

2- Reconfiguration du pouvoir (et du traitement médiatique)

Le 14 octobre 2025, l'annonce par l'armée malgache de la prise du pouvoir, consécutive à la fuite d'Andry Rajoelina et à la suspension des institutions constitutionnelles, fait l'objet d'une couverture médiatique massive et quasi unanime. L'ensemble des médias relaient l'événement à travers des titres majoritairement factuels, mettant en avant la prise de contrôle par les forces armées, la dissolution des institutions en place et l'instauration annoncée d'une transition de deux ans avant l'organisation de nouvelles élections.

Ce traitement contribue à établir un cadre de référence dominant permettant d'interpréter ce qui se joue à Madagascar sur la scène médiatique :

- la narration dominante est celle d'un changement de pouvoir annoncé par l'armée, même **TVM** et **RNM** s'y alignent ;
- **IBC** et **Real TV** n'ont pas hésité à annoncer "la fin de la IVème République" suite à la prise du Palais présidentiel d'Ambohitsorohitra par les colonels de la "Refondation" ;
- certains médias (**AZ Radio**, **Kolo TV**) insistent pour présenter la situation comme une réponse à un "vide institutionnel" plutôt qu'un coup d'État classique.

Une caractéristique centrale de cette couverture réside dans la mobilisation d'un cadre narratif tendant à minimiser la qualification de "coup d'État". Celui-ci repose principalement sur la mise en avant de formes de légitimation juridique, à travers les références à la Haute Cour constitutionnelle ou à d'autres dispositifs normatifs invoqués.

L'on notera dans les discours médiatique, l'insistance concernant le caractère encadré et temporaire de la transition, ainsi que sur la valorisation du rôle des mobilisations populaires ayant précédé l'interruption du pouvoir exécutif. Ce cadrage participe ainsi à une reconfiguration discursive de l'événement, le présentant moins comme une rupture anticonstitutionnelle que comme une séquence politique justifiée et régulée.

Par rapport à cet événement relativement majeur, les médias malgaches se sont majoritairement cantonnés à un traitement essentiellement factuel -et pourtant non dénué de subjectivité- des événements, sans parvenir à imposer une narration autonome centrée sur les enjeux nationaux spécifiques. En l'absence d'un travail d'interprétation et de mise en perspective propre, ce vide narratif a été rapidement comblé par les médias internationaux et, plus encore, par les réseaux sociaux. Ces derniers ont non seulement contribué à structurer les cadres d'intelligibilité de la crise, mais sont progressivement devenus des sources de référence, pour les médias traditionnels nationaux eux-mêmes.

Ce renversement du rapport de production de l'information révèle ainsi une fragilité structurelle du champ médiatique malgache en contexte de crise politique, marqué par une dépendance accrue à des narrations exogènes et par une difficulté à articuler une lecture endogène, ancrée dans les réalités historiques, institutionnelles et symboliques du pays.

3- Reconfiguration des institutions

La succession rapide d'actes institutionnels observée à partir du 15 octobre 2025 s'inscrit dans une dynamique de stabilisation symbolique du pouvoir de transition, dont les médias constituent à la fois les relais et les co-producteurs.

Après l'annonce de la prise de pouvoir par l'armée et la suspension des institutions, largement relayée selon un cadrage factuel minimisant la rupture constitutionnelle, la mise en scène d'une normalité institutionnelle devient un élément central du récit médiatique dominant. Chaque événement est ainsi investi d'une fonction performative, contribuant à produire l'image d'un ordre politique en voie de reconstitution.

L'élection, le 15 octobre, de Siteny Randrianasoloniaiko à la présidence de l'Assemblée nationale illustre cette logique. Bien que le processus électif ait été marqué par le retrait d'un des candidats initialement en lice, la couverture médiatique met prioritairement l'accent sur le consensus parlementaire matérialisé par le vote de quatre-vingt-quatorze (94) députés. Le discours du nouveau président de l'Assemblée, centré sur la restauration de la crédibilité et du prestige de l'institution ainsi que sur l'appel à une représentation effective du peuple, est largement repris (***TVM, IBC, Midi Madagasikara, Tia Tanindrazana, RDB***), contribuant à inscrire l'événement dans une narration de redressement institutionnel. Le traitement médiatique de cette séquence tend ainsi à naturaliser l'idée d'un Parlement fonctionnel et légitime, malgré le contexte dans lequel s'inscrit cette élection.

Cette logique se renforce le 17 octobre lors de la cérémonie de prestation de serment du colonel Michael Randrianirina au siège de la Haute Cour constitutionnelle, à Ambohidahy. La diversité des personnalités présentes (responsables politiques, anciens chefs d'État, diplomates, représentants de la communauté internationale et figures issues du mouvement de contestation) offre aux médias une matière narrative propice à la construction d'un récit de légitimation plurielle (***TVM, Real TV, IBC, Midi Madagasikara, Tia Tanindrazana, AZ Radio***).

La couverture de l'événement insiste sur le caractère solennel et inclusif de la cérémonie, reléguant au second plan les débats sur la nature juridique de la transition. Dans cette configuration, l'événement institutionnel fonctionne comme un dispositif de validation, où la présence physique d'acteurs nationaux et internationaux est mobilisée comme preuve implicite de reconnaissance et de normalisation.

La nomination, le 20 octobre, de Herintsalama Rajaonarivelo au poste de Premier ministre s'inscrit dans la même logique de production d'un récit de gouvernabilité. Les médias relaient principalement les justifications avancées par le président de la transition, mettant en avant l'expérience du nouveau chef du gouvernement et sa capacité à entretenir des relations avec de nombreux pays (***TVM, Kolo TV, Real TV, L'Express de Madagascar, Tia Tanindrazana, MBS, Radio Antsiva***). Ce cadrage participe à projeter l'image d'un exécutif compétent et tourné vers l'extérieur, répondant aux attentes de stabilité politique et de crédibilité internationale.

Enfin, l'annonce, le 28 octobre, de la composition du gouvernement vient clore cette première phase de structuration du pouvoir de transition. Le traitement médiatique de cette séquence s'attache principalement à la liste des portefeuilles, aux profils des ministres et à la rapidité de la mise en place de l'exécutif, renforçant l'idée d'un retour à un fonctionnement étatique ordinaire. La temporalité accélérée de ces annonces est présentée comme un signe d'efficacité et de maîtrise, contribuant à effacer, dans l'espace médiatique, la dimension exceptionnelle et conflictuelle de la rupture initiale. Les rares discours divergents au sein du débat médiatico-public émergent de la part des citoyens qui interviennent dans les émissions interactives des stations de la **Radio Record** et **Radio Antsiva**

Dans son ensemble, cette séquence révèle une articulation étroite entre production événementielle et cadrage médiatique. En privilégiant un traitement centré sur les actes institutionnels et leur dimension performative, les médias participent à une entreprise de légitimation par l'événement, où la répétition de gestes formels et de rituels politiques tend à substituer la visibilité de l'action à l'interrogation sur sa légalité ou sa légitimité démocratique. Ce processus contribue à transformer une situation de rupture politique en une succession de faits institutionnels présentés comme allant de soi, inscrivant la transition dans une narration de continuité maîtrisée plutôt que dans toute autre possibilité

CONCLUSION

Ce rapport monitoring du mois d'octobre met en lumière une réalité préoccupante : en période de rupture politique majeure, l'espace médiatique malgache peine encore à jouer pleinement son rôle de boussole démocratique. Pris entre prudence institutionnelle, dépendance aux sources officielles et concurrence des narrations exogènes, les médias ont majoritairement privilégié le fait brut, l'événement performatif et la répétition des gestes de pouvoir, au détriment d'un travail approfondi de mise en perspective, d'interrogation critique et de production de sens endogène.

Au fil de la période analysée, la crise politique et ses résultantes se sont ainsi progressivement normalisées dans le discours médiatique, non par un débat public structuré, mais par une accumulation d'actes institutionnels présentés comme allant de soi. Cette dynamique révèle une fragilité structurelle du champ médiatique : lorsque les événements nationaux s'accélèrent, ce sont d'autres acteurs qui imposent les cadres d'intelligibilité ; mais rarement les professionnels de l'information. Ce constat appelle moins à une mise en accusation qu'à une prise de conscience.

La situation politique malgache en cours depuis ce mois d'octobre, quelle qu'en soit la forme et l'issue, pose une question centrale pour l'avenir démocratique de Madagascar : celle de la capacité des médias à redevenir des producteurs autonomes de sens, capables d'éclairer la complexité du réel, de porter une lecture ancrée dans les réalités nationales et de nourrir un débat public exigeant. Car sans un environnement médiatique fort, critique et responsable, aucune refondation (politique, sociétale, institutionnelle, etc.) ne peut durablement s'enraciner.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

Ivompandalinana ny tontolon'ny serasera marolafika eto Madagasikara

MERCI